

SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIES DE LA DORDOGNE

Extrait du Registre des délibérations du Comité Syndical

COMITE SYNDICAL DU 07/01/2026

DELIBERATION N° 202601025

Objet : Motion de la FNCCR pour réaffirmer la nécessité de maintenir l'organisation des services publics de réseaux à l'échelon territorial le plus pertinent en termes d'efficacité, de proximité et de solidarité

Membres en exercice	72
Titulaires présents	32
Suppléants présents	6
Votants	38

Le sept janvier deux mille vingt-six à 9h, le Comité du Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne, s'est réuni à Périgueux Résidence Hôtelière - Salle Saint Front, sous la Présidence de Monsieur Philippe DUCENE, Président du SDE24.

Date de convocation : 30/12/2025

Secrétaire de séance : Monsieur Gilbert DE MIRAS

Membres titulaires :

Lionel ARMAGHANIAN, Jean-Jacques DUMONTET, Dominique DURAND, Serge MAZE, Bernard FAGET, Marc MATTERA, Joël EYMET, Jean Louis CHAZELAS, Jean François LARAVOIRE, Alain MARTY, Frédéric BEAUVIER, Denis BROUILLAUD, Jean Marie MAIRE, Huguette VILLARD, Jean-Marie THOMAS, Jean-Pierre LACOSTE, Philippe DUCENE, Maurice CHABROL, Eric LAFONTAINE, Béatrice HAGEMAN, Pascal COUNARIE, Alain BUFFIERE, François COURTEY, Éric VARIN, Marc MELOTTI, Pierre CHEVALIER, Alain VILATTE, Alain CASTANG, Agnès DAURIAC, Flore BOYER, Gilbert DE MIRAS, Jacques MARSAC.

Membres suppléants : Antonio RODRIGUEZ, Raymond MARTY, Evelynne ROUX, Gilbert JEGOU, Henri BOUCHARD, Patrick GRANEREAU.

Excusés :

Laurent PELLERIN, Alain PIERREFITE, Gérard MARTIN, Gérard MOURET, Jean Michel DREUIL, Jean-François PIBOYEU, Aude CRUVEILLER, Serge DOUMERC, Bernard MAZET, Patrick TREILLE, Josiane BOYER, Daniel CHAUME, Gilles BITTARD, Florence GAUTHIER, Jean-François MATHIEU, Josiane SOURDET, Gérard LACOSTE, Alain POINET, Michel AUGÉIX, Joël GADAUD, Michel LAROU MAGNE, Clovis TALLET, Dominique CAILLOU, Brigitte CABIROL, Claire HENON, Jean François MARTINET, Jean René BERTIN, René VISENTINI, Henri TONELLO, Eric DUBOIS, Christian BORDENAVE, Jean-Pierre FRAY, Claudine FAURE, Jean Luc SANCHEZ, Marie Rose VEYSSIERE, Dominique IBERTO, Thierry BOIDE, Philippe GEORGES, Georges ELIZABETH, Anne MARCHAND.

Ayant constaté que le quorum est atteint, Monsieur Philippe DUCENE, Président, ouvre la séance à 9h, puis il procède à la nomination d'un Secrétaire de séance pris au sein du Comité. M. Gilbert DE MIRAS est désigné pour remplir cette fonction qu'il accepte.

ADMINISTRATIFS : Séverine SALLET Directrice Générale des Services, Nicolas AUBIN Directeur Général Adjoint, Directeur des Services Techniques, Laurence MICHAUD Directrice des Finances, Marlène BORGES-CORREIA Directrice des Ressources Humaines et des Moyens Généraux, Delphine RADTKE Directrice Stratégie Bas Carbone, Charlotte PETIT Adjointe à la Direction Stratégie Bas Carbone, Xavier LAMONTAGNE Directeur des Systèmes d'Information, Aurélie BARREAU service foncier, Florine FROGE Chargée de Communication, Corinne BATTISTON Assistante du Président et de la Direction, chargée des relations avec les collectivités territoriales.

INVITES EXCUSES :

Madame Marie AUBERT, Préfète de la Dordogne,
Monsieur Lionel ARCHER Payeur Départemental.

Le nouvel acte de décentralisation lancé par le Premier ministre aussitôt après sa nomination le 9 septembre 2025 doit se concrétiser sous la forme d'un projet de loi soumis au Parlement avant les élections municipales de mars 2026, afin notamment de clarifier le « qui fait quoi » dans l'exercice de certaines politiques publiques et de certaines compétences, notamment au plan local.

La déclaration du Premier ministre lors de son intervention en clôture des assises des départements à Albi le 13 novembre 2025, réitérée ensuite dans un courrier adressé le 24 novembre à tous les Présidents de Conseils départementaux a confirmé l'intention du Gouvernement de reconnaître **le département comme le « chef de file des réseaux de proximité »** et de renforcer leurs capacités d'intervention dans les secteurs du numérique, de l'eau, de l'électricité et de gaz, « dans le respect des autres réalisations des autres strates de collectivités, bloc communal et régions ».

Or, la distribution d'énergie (électricité, gaz, chaleur et froid) ainsi que celle de l'eau constituent des services publics essentiels de proximité, qui justifient que les compétences dans ces deux secteurs, compte tenu de leur caractère opérationnel, soient exercées par les collectivités du bloc communal (communes et intercommunalités), au plus près des réalités du terrain et des besoins des citoyens-consommateurs.

De plus, l'importance des besoins d'investissements sur les réseaux de distribution d'électricité et d'eau sur le territoire des communes rurales, pour maintenir un niveau de qualité satisfaisant de manière à éviter l'apparition de fractures territoriales, ainsi que pour améliorer la résilience et la sécurité des infrastructures de plus en plus fortement soumises aux conséquences des changements climatiques, témoigne de la nécessité de maintenir l'organisation des services publics de réseaux à l'échelon territorial le plus pertinent en termes d'efficacité, de proximité et de solidarité.

Ainsi, le SDE 24 demande au Gouvernement de renoncer à son projet.

Le SDE 24 demande le maintien des compétences du bloc communal sans remettre en cause une organisation qui fonctionne et qui a fait la preuve de son efficacité depuis plusieurs décennies.

Le SDE 24 demande de ne pas obérer les moyens d'action des syndicats spécialisés et notamment les recettes perçues au titre de leurs compétences car cela freinerait les investissements sur les réseaux et sur les actions de transition énergétique et écologique, contrairement aux engagements et aux objectifs fixés par le Gouvernement.

Après présentation de la motion pour réaffirmer la nécessité de maintenir l'organisation des services publics de réseaux à l'échelon territorial le plus pertinent en termes d'efficacité, de proximité et de solidarité par le Président Philippe DUCENE :

Le COMITE SYNDICAL, à l'unanimité :

-ADOpte la motion pour réaffirmer la nécessité de maintenir l'organisation des services publics de réseaux aux syndicats spécialisés constituant l'échelon territorial le plus pertinent en termes d'efficacité, de proximité et de solidarité.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,
Président du SDE24,
Philippe DUCENE

